

L'empire mondial de la santé de Bill Gates, dernière partie



[Source : Entelekheia]

Ceci est la quatrième et dernière partie d'une série.

Dans la première partie, nous apprenons comment la Fondation Bill & Melinda Gates travaille à étendre l'influence de l'industrie pharmaceutique auprès de l'OMS, qu'elle contrôle, et des gouvernements du monde.

Dans la deuxième partie, nous voyons comment la Fondation Bill & Melinda Gates écoule dans les pays pauvres des traitements et des vaccins non approuvés dans les pays développés parce que dangereux, parfois avec des résultats désastreux. Nous verrons aussi que l'annonce de Trump selon laquelle les USA se « retirent » de l'OMS n'est rien d'autre que de la communication à destination de ses électeurs : en fait, les USA continuent de régner sur l'OMS à travers la Fondation Gates et l'agence fédérale américaine USAID.

Dans la troisième partie, nous apprenons que la Fondation Gates travaille à vendre non seulement les traitements et vaccins de l'industrie pharmaceutique, mais aussi des semences OGM, sur lesquelles elle travaille en partenariat avec Monsanto.

Dans cette dernière partie, nous verrons comment la Fondation Gates tente de faire tomber les garde-fous étatiques qui interdisent à l'industrie pharmaceutique occidentale de mettre des produits potentiellement dangereux sur le marché. Nous verrons aussi que l'administration Trump marche main dans la main avec Bill Gates.

Par Jeremy Loffredo and Michele Greenstein

Paru sur The Grayzone sous le titre *Why the Bill Gates global health empire promises more empire and less public health*

L'opération Warp Speed vaccine Big Pharma contre les poursuites judiciaires

À la mi-mai, l'administration Trump a dévoilé son nouveau projet de vaccin

contre le coronavirus : l'opération Warp Speed. Le président Trump a annoncé le nouveau projet en se vantant de l'assouplissement, par son administration, de « toutes les formalités administratives pour parvenir au lancement le plus rapide, et de loin, d'un essai de vaccin ».

Comme l'administration Trump, Bill Gates plaide pour l'accélération du calendrier d'approbation du vaccin du Covid-19. Il écrit que « les gouvernements devront accélérer leurs processus habituels d'approbation des médicaments afin de fournir rapidement le vaccin à plus de 7 milliards de personnes ». Selon lui, « il n'y a tout simplement pas d'alternative » à ce programme.

En mars dernier, les États-Unis ont adopté une réglementation fédérale accordant une immunité contre d'éventuelles poursuites judiciaires aux firmes produisant des médicaments contre le coronavirus, y compris les vaccins. Ils ont également accordé une immunité à toute entité distribuant ces médicaments.

Avec plus de 100 vaccins du Covid-19 actuellement en cours de développement, cela signifie que ces produits seront indemnisés contre toutes possibilités de poursuites judiciaires, même dans les cas d'effets secondaires nocifs.

Si les fabricants de vaccins sont effectivement exemptés de sanctions légales par les gouvernements du monde, ces entreprises ne sont pas particulièrement incitées à protéger les gens contre d'éventuels effets secondaires nocifs. Comme par le passé, il semble que les citoyens des pays les plus pauvres soient sur le point de devenir des « cobayes pour les fabricants de médicaments ».

Le plaidoyer de Bill Gates pour l'immunité des fabricants de médicaments remonte au moins à 2015, lorsqu'il a déploré, lors de l'épidémie d'Ebola, l'absence de processus clair pour « fournir une exemption de responsabilité légale ». Il a suggéré qu'au cours d'une « épidémie mondiale », les entreprises pharmaceutiques devraient être protégées contre les actions en justice pour « éviter de longs retards ». Aujourd'hui, sa proposition est en train de se concrétiser.

Gates a justifié sa position par le fait que les entreprises devront produire des médicaments le plus rapidement possible pour sauver des vies, et que ces nouveaux médicaments ne seront pas toujours sûrs. « Comprendre la sécurité... est très, très difficile », a-t-il déclaré à CBS. « Il y aura un certain risque et une exemption de responsabilité sera nécessaire avant que l'on puisse décider [de sortir un vaccin] ».

Normalement, un médicament passe par une phase d'expérimentation animale avant d'être testé sur un petit nombre d'humains (phase I), un nombre plus étendu (phase II) et un grand nombre de personnes (phase III). Mais avec le Covid, Gates veut « gagner du temps » en effectuant des tests sur les humains et les animaux en même temps.

Aujourd'hui, les États-Unis « complimentent ce qui représente généralement 10 ans de développement de vaccins », selon le directeur de l'Institut national de la santé (NIH).

Cela peut produire des effets dérangeants. D'une part, aucun vaccin efficace contre les coronavirus n'a encore été produit et un nouveau vaccin pourrait déclencher des réactions mortelles. Le Dr Peter Hotez, spécialiste des maladies tropicales, qui a travaillé sur un vaccin raté pour un autre coronavirus (SRAS), a déclaré que lors des tests expérimentaux du médicament, les animaux étaient victimes de ce qu'il appelle « Facilitation de l'infection par des anticorps ». Les animaux qui ont reçu la piqûre ont développé des formes plus graves (et souvent mortelles) du virus par rapport aux animaux non vaccinés.

Hotez a déclaré à Reuters : « La façon de réduire ce risque [pour les humains] est d'abord de démontrer qu'il ne se produit pas chez les animaux de laboratoire. L'expert médical a déclaré qu'il comprenait « l'importance d'accélérer les délais pour les vaccins en général, mais ... ce n'est pas avec ce vaccin qu'on peut se le permettre ».

Sans effectuer la phase initiale de tests sur les animaux normalement requise pour mettre un vaccin sur le marché, une société de biotechnologie nommée Moderna mène actuellement des essais sur l'homme pour son vaccin du Covid-19. Le vaccin de Moderna est de type ARNm, qui n'ont jamais été approuvés par la FDA pour une utilisation sur les humains.

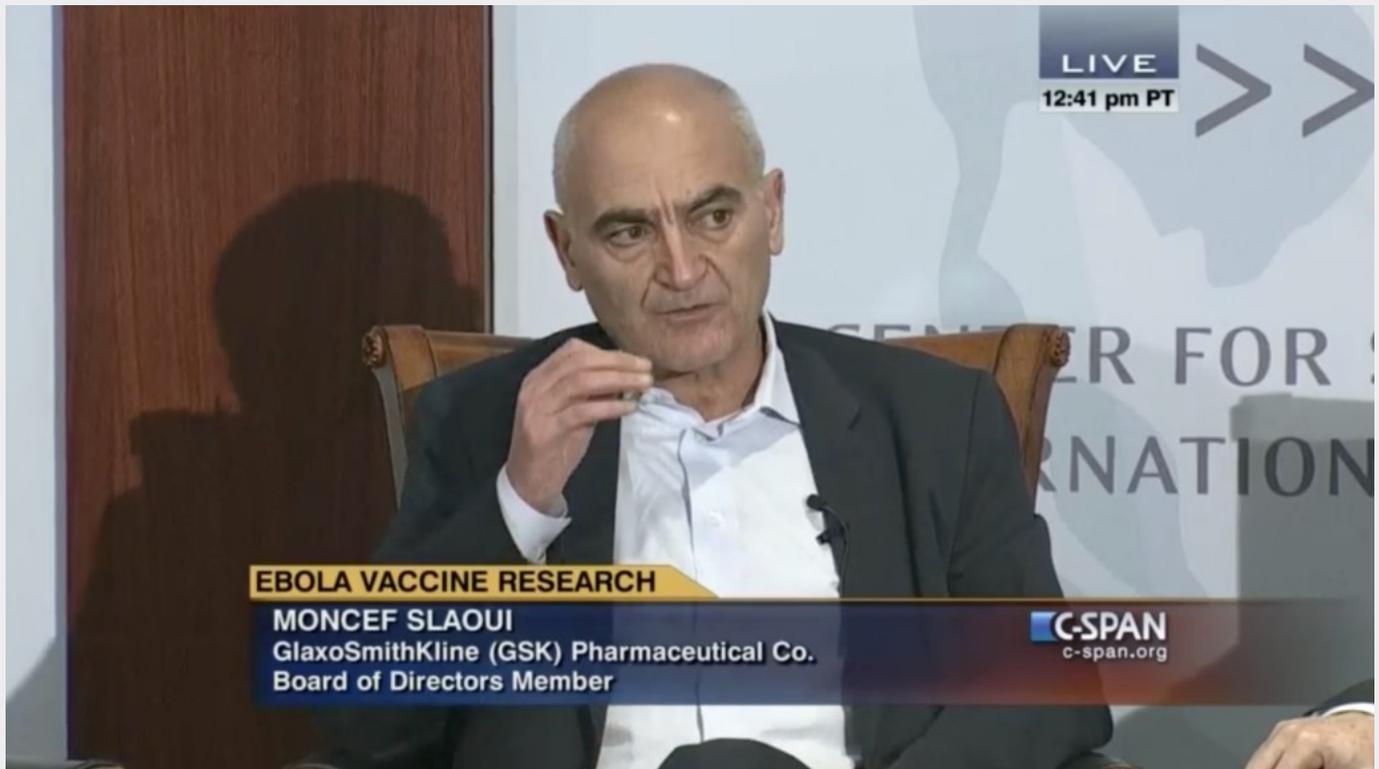
Cette technologie, qui contient des cellules génétiquement modifiées pouvant altérer de façon permanente l'ADN humain, a été développée grâce à des subventions de la Fondation Gates et de l'Agence des projets de recherche avancée de la défense du Pentagone (DARPA). Moderna affirme avoir une « alliance stratégique » avec la DARPA, qui a donné à la firme 25 millions de dollars au total.

La technologie ARNm de Moderna a été désignée par Bill Gates comme « l'une des options les plus prometteuses pour le COVID ». Gates a même un « accord-cadre de projet de santé mondiale » avec Moderna pour lui donner jusqu'à 100 millions de dollars pour le développement de sa technologie ARNm, en échange de l'obtention de « certaines licences non exclusives ».

Le co-fondateur de Moderna, Robert Langer, s'est associé à Gates dans le passé sur des projets tels que l'implant de micro-puces contraceptives activables sans fil.

Lorsque Moderna a annoncé l'achèvement de la phase 1 de son essai de sécurité le 18 mai, des médias grand public ont salué la « bonne nouvelle » de Moderna. Mais les petits caractères du communiqué ont révélé que trois des 15 participants auxquels on a injecté la plus forte dose du vaccin ont développé des symptômes systémiques de grade trois, que la FDA définit comme « graves », « invalidants » et nécessitant une « hospitalisation », bien que « ne mettant pas immédiatement leur vie en danger ».

Le 15 mai, le président Trump a nommé Moncef Slaoui, un membre du conseil d'administration de Moderna qui, jusqu'au 19 mai, détenait plus de 10,3 millions de dollars d'actions de la firme, comme responsable scientifique de l'effort national pour trouver un vaccin du Covid-19.



Slaoui, qui se dit « engagé dans le capital-risque », fait également partie du conseil d'administration de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), une organisation de « partenariats public-privé » qui a reçu plus de 359 millions de dollars de la Fondation Gates.

Slaoui a également occupé des postes de direction chez GlaxoSmithKline (GSK). Alors qu'il dirigeait la recherche et le développement de l'entreprise, GSK a plaidé coupable et versé 3 milliards de dollars dans ce que le Département américain de la justice a qualifié de « plus forte somme versée en dommages-intérêts après une fraude dans le domaine de la santé de l'histoire des États-Unis ». La fraude comprenait la dissimulation du lien entre un médicament, le Paxil et des effets secondaires de dépression et idées suicidaires (principalement chez les enfants), la dissimulation du lien entre un médicament, l'Avandia et des effets secondaires sur le cœur, qui, selon la FDA, ont entraîné 83 000 crises cardiaques, ainsi que plusieurs accusations de corruption et de pots-de-vin illégaux.

Alors qu'il était président de GSK chargé des vaccins, M. Slaoui a supervisé le développement du vaccin contre la grippe porcine appelé Pandemrix, qui a été mis sur le marché sans avoir été testé correctement lors de l'épidémie de grippe porcine. Le résultat a été un vaccin dangereux qui a causé des lésions cérébrales chez au moins 800 personnes, dont 80 % d'enfants. Comme GSK n'a accepté de fournir le vaccin aux gouvernements qu'à la condition d'être déchargé de toute responsabilité légale, l'argent des contribuables

britanniques a été utilisé pour payer des millions de livres sterling en compensation aux victimes.

Slaoui a été engagé pour être le « tsar du vaccin » de l'administration Trump en tant qu'entrepreneur privé, et non en tant qu'employé du gouvernement. Cela signifie, comme l'explique Public Citizen, que Slaoui peut « maintenir un vaste réseau d'intérêts financiers conflictuels sans avoir besoin de se défaire de ces intérêts, de se récuser ou même de les divulguer ».

Les médias grand public aiment à dépeindre la réponse au Covid-19 comme un bras de fer entre des fanfarons anti-science comme Donald Trump et des « champions de la science » comme Bill Gates. Cependant, la nomination de Slaoui à la codirection de l'opération « Warp Speed » indique qu'ici, l'administration Trump et la Fondation Gates font partie de la même équipe.

Après être entré dans son nouveau rôle dans l'administration Trump, Slaoui a déclaré que les données des essais cliniques de Moderna lui donnaient assez confiance pour annoncer, « nous serons en mesure de fournir quelques centaines de millions de doses de vaccin d'ici la fin de 2020 ».

Bien que le gouvernement américain ait choisi Moderna comme l'un des cinq « finalistes » de son vaccin contre le coronavirus, les mesures financières prises par certains dirigeants de l'entreprise laissent penser que les beaux jours de Moderna sont peut-être derrière elle.

Selon des documents déposés auprès de l'U.S. Securities and Exchange Commission (SEC), le directeur financier de la société, Lorence Kim, a vendu 214 000 actions de Moderna le jour du communiqué de presse, réalisant immédiatement un bénéfice de plus de 16 millions de dollars.

Thomas Lys, professeur de comptabilité à l'université Northwestern, a été cité par Stat News déclarant que cela pourrait simplement être une décision financière de Moderna pour obtenir des liquidités, mais qu'« il y a toujours une autre possibilité – que ces gars savent en fait que tout cela est bidon et qu'ils vendent pendant que l'action est encore à bon prix ».

Le médecin en chef Tal Zaks, qui détenait près de 100 000 actions de Moderna au début de l'année, a commencé à vendre des actions quelques jours avant que Moderna n'annonce que son vaccin était prêt à être testé sur l'homme, avec un profit de plus de 18 millions de dollars en 2020. Il n'en possède plus aucune action.

Une réserve centralisée pour « rendre l'OMS dépendante du bon vouloir des grandes entreprises pharmaceutiques ».

En octobre 2019, le Johns Hopkins Center for Health Security a organisé l'« Event 201 » [*] en partenariat avec le Forum économique mondial et la Fondation Gates.

Un ancien membre du Comité directeur du Johns Hopkins Center for Health Security [Robert Kadlec] est maintenant chef de la réserve de médicaments de l'administration Trump, et le PDG de Johns Hopkins Medicine fait également partie du conseil d'administration de la société pharmaceutique Merck.

L'Event 201 était un exercice de simulation d'une pandémie à nouveau coronavirus. Des représentants du Conseil national de sécurité des États-Unis y ont participé, ainsi que des dirigeants de sociétés pharmaceutiques comme Johnson & Johnson.

Si les similitudes entre la simulation de l'épidémie et la véritable épidémie ont suscité des théories infondées sur la « prédiction » du COVID 19 par Bill Gates, il est indéniable que les propositions politiques qui ont émergé de l'exercice sont mises en œuvre aujourd'hui.



À la suite de la simulation, complétée par des conférences de presse simulées d'un réalisme effrayant et des bulletins d'information diffusés par un réseau appelé GNN, les trois organisations ont émis des recommandations pour faire face à une « grave pandémie ». L'une des recommandations était de disposer d'une « solide réserve internationale » de mesures médicales telles que des vaccins.



Au cours de la simulation, le président de la Fondation Gates pour la santé mondiale, Chris Elias, a insisté sur la nécessité de constituer une réserve de ce type. Il a expliqué qu'« un stock mondial contribuerait certainement à assurer une répartition rationnelle et stratégique », mais qu'une collaboration entre l'OMS et le secteur privé est nécessaire pour en assurer l'efficacité.

D'un point de vue objectif, un stock centralisé de mesures médicales peut être utile en cas de crise sanitaire. Mais la question de savoir qui la contrôle et la distribue soulève des problèmes importants.

Le Dr David Legge a déclaré à Grayzone que la suggestion d'Elias augmenterait encore l'influence des sociétés pharmaceutiques à but lucratif, car « sans aucun doute, un partenariat public-privé axé sur l'approvisionnement et la distribution impliquerait les grandes sociétés pharmaceutiques et rendrait l'OMS dépendante du bon vouloir de ces dernières ».

Gates pourrait faire valoir que le contrôle et la distribution de ces stocks devraient également être influencés par des institutions occidentales comme l'OTAN. En 2015, il a écrit qu'en cas de « grave épidémie », « une institution mondiale pourrait être habilitée et financée pour coordonner le système [de réponse à l'épidémie] », qu'il devrait y avoir une discussion sur le partage des pouvoirs entre l'OMS et « d'autres (y compris la Banque mondiale et les pays du G7) », et que « le débat devrait inclure des alliances militaires comme l'OTAN ».

Gates a également soutenu que « les pays à faible revenu devraient être parmi les premiers à recevoir » le vaccin du Covid-19. Si l'OTAN joue un rôle dans le contrôle et la distribution des vaccins, cette aide pourrait être utilisée pour faire progresser les programmes militaires occidentaux, étant donné que

ces « aides » ont été utilisées dans le passé lors d'interventions humanitaires.

Gates a quasiment monopolisé le domaine de la politique de santé publique, tant au niveau national qu'international. « Fauci et moi sommes en contact permanent », a-t-il proclamé, en référence au visage de la réponse américaine au Covid, le directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, Anthony Fauci.

Dans le même temps, le méga-milliardaire s'entretient apparemment « tous les jours » avec des PDG de sociétés pharmaceutiques et des chefs de gouvernements.

En entretenant des relations avec des organisations gouvernementales et le secteur privé à but lucratif, la Fondation Gates est peut-être devenue l'acteur le plus influent de la réponse mondiale au Covid-19. Ainsi, si le travail de la fondation a favorisé les multinationales occidentales aux dépens de la santé publique dans le passé, comment s'attendre à un résultat différent cette fois-ci ?

L'histoire se répète

Au début juillet, l'Associated Press a rapporté que des Sud-Africains s'étaient réunis à Johannesburg pour protester contre l'essai clinique de phase III d'AstraZeneca en Afrique. La Fondation Gates a versé 750 millions de dollars à cet effort de vaccination le mois dernier, et les manifestants ont été photographiés tenant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Nous ne sommes pas des cobayes » et « Non au poison de Gates ».

L'organisateur de la manifestation, Phapano Phasha, a déclaré à l'AP que des groupes vulnérables étaient manipulés pour qu'ils participent à l'essai sans possibilité de choix éclairé. « Je crois en la science », a déclaré Phasha. « Je ne suis pas contre les vaccins, je suis contre le profit. »

Les rapports indiquent que les vaccins de Moderna et d'AstraZeneca pourraient être disponibles pour une distribution publique d'ici la fin 2020.

The Grayzone a contacté la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) et le Programme pour les technologies appropriées dans le domaine de la santé (PATH) pour leur demander de commenter cet article, et n'a pas encore reçu de réponse.

Jeremy Loffredo est un journaliste basé à Washington D.C. Il a travaillé sur divers documentaires indépendants à New York et a participé à la production de plusieurs programmes d'information internationaux. Il prépare actuellement un documentaire sur le Green New Deal que vous pouvez soutenir à

l'adresse <https://www.gofundme.com/f/the-green-new-deal-explained-for-real>

Michele Greenstein est une journaliste basée à Washington D.C. Ancienne correspondante de RT America, elle a produit une série sur la guerre technologique entre les États-Unis et la Chine et un documentaire de terrain sur le mouvement anti-gouvernemental de 2019 à Hong Kong.

Traduction Corinne Autey-Roussel pour Entelekheia

Illustration Miguel Á. Padriñán / Pixabay[*]

Note de la traduction: voir l'article de Cory Morningstar en français, Event 201, la simulation prophétique de pandémie à coronavirus du Forum économique mondial